

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Mathieu-de-Beloeil

Code géographique : 57045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
----------------------------------------------------------------------------------------	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
-------------------------------------------------	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---------------------------------------------------------------	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lyne Rivard, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Mathieu-de-Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saint-Mathieu-de-Beloil pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-05-07

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Saint-Mathieu-de-Beloeil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Pour ce qui est de la page 18 portant sur l'endettement total net à long terme, nous attirons l'attention sur le fait que le calcul inclut les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain qui ne sont pas auditées en date de notre rapport.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

1

Brossard
Le 7 mai 2018

[Original signé par]

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n°A105474

DATE 2018-05-07

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	4 592 877	4 805 458	4 537 630
Compensations tenant lieu de taxes	2	100		7
Quotes-parts	3			
Transferts	4	570 239	2 256 609	2 140 666
Services rendus	5	760 624	842 697	707 841
Imposition de droits	6	165 500	359 273	313 240
Amendes et pénalités	7	89 925	81 342	84 008
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	40 000	88 392	83 143
Autres revenus	10	38 953	606 424	79 469
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 258 218	9 040 195	7 946 004
Charges				
Administration générale	14	818 197	937 965	925 095
Sécurité publique	15	1 109 599	1 118 858	981 208
Transport	16	863 996	1 188 832	1 239 914
Hygiène du milieu	17	719 331	1 514 253	1 336 885
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	271 465	261 779	243 689
Loisirs et culture	20	214 958	277 969	271 969
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	515 893	590 066	557 030
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 513 439	5 889 722	5 555 790
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 744 779	3 150 473	2 390 214
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 677 221	25 287 007
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(1)	
Solde redressé	28		27 677 220	25 287 007
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		30 827 693	27 677 221

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 085 368	3 086 702
Débiteurs (note 5)	2	8 737 370	8 250 339
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 750 000	500 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 572 738	11 837 041
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 570 000	6 415 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 939 892	1 683 289
Revenus reportés (note 12)	12	388 008	682 810
Dette à long terme (note 13)	13	22 107 449	20 999 699
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	60 704	16 929
	15	28 066 053	29 797 727
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(15 493 315)	(17 960 686)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	46 266 876	45 584 756
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	49 409	48 594
Autres actifs non financiers (note 17)	20	4 723	4 557
	21	46 321 008	45 637 907
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	30 827 693	27 677 221

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 744 779	3 150 473	2 390 214
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	1 898 562)	(6 712 961)
Produit de cession	3		743	1 081
Amortissement	4		1 216 058	1 064 991
(Gain) perte sur cession	5		(360)	(1 081)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(682 121)	(5 647 970)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(815)	3 228
Variation des autres actifs non financiers	10		(166)	244
	11		(981)	3 472
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 744 779	2 467 371	(3 254 284)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(17 960 686)	(14 706 402)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(17 960 686)	(14 706 402)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(15 493 315)	(17 960 686)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 150 473	2 390 214
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 216 058	1 064 991
Autres			
- Produit de cession	3	(360)	(1 081)
-	4		
	5	4 366 171	3 454 124
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(487 031)	(1 679 151)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	256 603	591 293
Revenus reportés	9	(294 802)	185 608
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	43 775	(14 372)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(815)	3 228
Autres actifs non financiers	13	(166)	244
	14	3 883 735	2 540 974
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 898 562)	(6 712 962)
Produit de cession	16	743	1 081
	17	(1 897 819)	(6 711 881)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(1 250 000)	()
Cession	21		
	22	(1 250 000)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 972 000	4 363 108
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 888 963)	(1 627 071)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 845 000)	2 665 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	24 713	(22 791)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 737 250)	5 378 246
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(1 001 334)	1 207 339
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	3 086 702	1 879 363
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	3 086 702	1 879 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	2 085 368	3 086 702

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 19.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes municipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation ligne par ligne
La Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	20,11 %
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	1,65 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements de portefeuille sont constitués de dépôts à terme.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

D) Passifs***Frais reportés liés à la dette long terme***

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations**Amortissement**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures 2,5 %, 5, % et 6,67 %

Bâtiments 2,5 %, 3,33 % et 5 %

Véhicules 5 %, 10 %, 33 %

Ameublement et équipement de bureau 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers 5 %, 10 %, 20 % et 33 %

Améliorations locatives 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

F) Revenus***Constations des revenus***

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensation tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections de salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante: Valeur lissée - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Avantages sociaux futurs:

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;

- Financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des dépenses constatées à taxer ou à pourvoir peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S/0

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 085 368	3 086 702
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 2 085 368	3 086 702
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 7 707	9 860
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 202 278	169 847
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 7 510 745	6 279 134
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 222 368	1 031 979
Organismes municipaux	15 558 094	578 276
Autres		
- Intérêts courus	16 138	263
- Mutations et autres	17 243 747	190 840
	18 8 737 370	8 250 339
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 7 123 931	5 660 982
Organismes municipaux	20 481 195	503 595
Autres tiers	21	
	22 7 605 126	6 164 577
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 6 189	5 654
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	1 750 000	500 000
	32	1 750 000	500 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements de portefeuille sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,55 % à 2,25 % et échéant à différentes dates jusqu'en novembre 2022.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(60 704)	(16 929)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(60 704)</u>	<u>(16 929)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	94 150	35 343
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	30 337	36 899
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	9 857	7 727
	43	<u>134 344</u>	<u>79 969</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit autorisé de 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,95 %; 2,45 % au 31 décembre 2016) et est renouvelable annuellement.

De plus, la municipalité bénéficie de deux ouvertures de crédit bancaire au montant de 4 354 000 \$ et de 5 226 000 \$, respectivement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (2,95 % ; 2,45 % au 31 décembre 2016) et renouvelable annuellement. Un montant de 3 570 000\$ est utilisé au 31 décembre 2017.

Un organisme contrôlé bénéficie d'emprunts temporaires autorisés d'un montant total de 17 066 373 \$ (Quote-part de la municipalité de 3 432 048 \$) portant intérêt au taux préférentiel (3,20 %) et renouvelable annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme des projets particuliers entrepris par l'organisme.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	945 136	326 025
Salaires et avantages sociaux	48	135 686	136 327
Dépôts et retenues de garantie	49	710 838	1 063 717
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	148 232	157 220
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 939 892	1 683 289

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	12 648	9 041
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	295 642	596 688
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Services rendus - eaux	66	77 992	74 792
- Autres	67	1 726	2 289
-	68		
-	69		
	70	388 008	682 810

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,89	4,46	2018	2022	71	22 153 779	21 016 314
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	3,37	2018	2020	77	9 083	12 035
Autres	0,00	0,00	2018	2018	78	51 474	102 950
					79	22 214 336	21 131 299
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(106 887)	(131 600)
					81	22 107 449	20 999 699

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	12 352 592	98	5 330	107	51 474	115	12 409 396
2019	83	91	1 647 357	99	2 946	108		116	1 650 303
2020	84	92	826 649	100	807	109		117	827 456
2021	85	93	4 592 124	101		110		118	4 592 124
2022	86	94	2 735 057	102		111		119	2 735 057
2023 et +	87	95		103		112		120	
	88	96	22 153 779	104	9 083	113	51 474	121	22 214 336
Intérêts et frais accessoires				105	()			122	()
	89	97	22 153 779	106	9 083	114	51 474	123	22 214 336

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(15 493 315)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(15 493 315)
		(17 960 686)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128		156		183		210	
Eaux usées	129		157		184		211	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	9 932 451	158		185		212	9 932 451
Autres	131	24 172 625	159	3 849 253	186		213	28 021 878
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	6 079 194	161	1 166 930	188		215	7 246 124
Améliorations locatives	134	18 570	162		189		216	18 570
Véhicules	135	609 271	163	1 253	190	466	217	610 058
Ameublement et équipement de bureau	136	366 103	164	39 219	191	2 348	218	402 974
Machinerie, outillage et équipement divers	137	383 233	165	21 240	192	1 562	219	402 911
Terrains	138	408 923	166		193		220	408 923
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>41 970 370</u>	168	<u>5 077 895</u>	195	<u>4 376</u>	222	<u>47 043 889</u>
Immobilisations en cours	141	<u>15 297 117</u>	169	<u>(3 179 333)</u>	196		223	<u>12 117 784</u>
	142	<u>57 267 487</u>	170	<u>1 898 562</u>	197	<u>4 376</u>	224	<u>59 161 673</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143		171		198		225	
Eaux usées	144		172		199		226	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	2 067 115	173		200		227	2 067 115
Autres	146	5 660 222	174	958 679	201		228	6 618 901
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	3 001 601	176	139 745	203		230	3 141 346
Améliorations locatives	149	18 057	177	68	204		231	18 125
Véhicules	150	347 201	178	47 726	205	1 909	232	393 018
Ameublement et équipement de bureau	151	325 714	179	17 009	206	1 075	233	341 648
Machinerie, outillage et équipement divers	152	262 821	180	52 831	207	1 008	234	314 644
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>11 682 731</u>	182	<u>1 216 058</u>	209	<u>3 992</u>	236	<u>12 894 797</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>45 584 756</u>					237	<u>46 266 876</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	50 278	241	1 253	243	466	245	51 065
Amortissement cumulé	239	(31 150)	242	(6 202)	244	(1 909)	246	(35 443)
Valeur comptable nette	240	<u>19 128</u>					247	<u>15 622</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Assurances et autres	254	4 723
-	255	4 557
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	4 723
		4 557
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()	()
	275		
	276		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	280		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282		
Supportant les engagements de prêts	283		
Supportant les garanties de prêts	284		
	285		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****20. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après des contrats de déneigements, de protections d'incendie et autres engagements échéant jusqu'en 2031, à verser une somme totale de 122 501 \$ durant cette période. 1

Les Régies se sont engagées, en vertu de contrats de location de locaux et d'équipements échéant à différentes dates jusqu'en 2022, à verser des loyers totalisant 12 164 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 7 551 \$ en 2018, à 2 050 \$ en 2019, à 1 579 \$ en 2020, à 571 \$ en 2021 et à 413 \$ en 2022.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

La municipalité fait l'objet de poursuites pour un montant de 65 294 \$. La direction est d'avis que ces poursuites sont non fondées et par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces poursuites pourront faire l'objet de financement à long terme suite à une décision du conseil municipal.

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés (ou par les organismes auxquels elle participe), après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur le budget présenté à titre de comparatif.

24. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

25 FLUX DE TRÉSORERIE

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	580 398	591 041
Intérêts reçus au cours de l'exercice	370 716	341 850

26 FONDS DE ROULEMENT

La municipalité possède un fonds de roulement donc le capital est fixé à 350 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 537 630	4 592 877	4 805 458			4 805 458
Compensations tenant lieu de taxes	2	7	100				
Quotes-parts	3					566 653	
Transferts	4	175 309	570 239	218 307		36 999	255 306
Services rendus	5	178 161	167 825	230 556		612 141	842 697
Imposition de droits	6	313 240	165 500	359 273			359 273
Amendes et pénalités	7			300		81 042	81 342
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	77 222	40 000	82 363		6 029	88 392
Autres revenus	10	66 093	36 339	88 567		799	89 366
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	5 347 662	5 572 880	5 784 824		1 303 663	6 521 834
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 920 271		1 946 000		55 303	2 001 303
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	6 299		507 306		9 752	517 058
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	1 926 570		2 453 306		65 055	2 518 361
	21	7 274 232	5 572 880	8 238 130		1 368 718	9 040 195
Charges							
Administration générale	22	785 604	707 187	803 531	31 629	102 805	937 965
Sécurité publique	23	911 577	1 024 299	1 034 553	18 668	607 049	1 118 858
Transport	24	899 004	863 996	838 129	350 703		1 188 832
Hygiène du milieu	25	426 574	405 458	482 830	379 545	677 119	1 514 253
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	242 012	271 465	260 474	1 305		261 779
Loisirs et culture	28	217 179	214 958	197 079	80 890		277 969
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	461 446	434 930	479 154		110 912	590 066
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	742 894		862 740	(862 740)		
	33	4 686 290	3 922 293	4 958 490		1 497 885	5 889 722
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 587 942	1 650 587	3 279 640		(129 167)	3 150 473

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 587 942	1 650 587	3 279 640	(129 167)	3 150 473
Moins: revenus d'investissement	2	(1 926 570)	()	(2 453 306)	(65 055)	(2 518 361)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	661 372	1 650 587	826 334	(194 222)	632 112
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	742 894		862 740	353 318	1 216 058
Produit de cession	5	500			743	743
(Gain) perte sur cession	6	(500)			(360)	(360)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	742 894		862 740	353 701	1 216 441
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	75 821		44 550		44 550
Remboursement de la dette à long terme	17	(844 901)	(1 494 837)	(1 047 035)	(100 110)	(1 147 145)
	18	(769 080)	(1 494 837)	(1 002 485)	(100 110)	(1 102 595)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(137 062)	(897 588)	(40 314)	(7 529)	(47 843)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	52 500			3 713	3 713
Excédent de fonctionnement affecté	21		741 838	52 500		52 500
Réserves financières et fonds réservés	22	(58 401)		(12 105)	(1 566)	(13 671)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				18 398	18 398
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(142 963)	(155 750)	81	13 016	13 097
	26	(169 149)	(1 650 587)	(139 664)	266 607	126 943
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	492 223		686 670	72 385	759 055

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 926 570	2 453 306	65 055	2 518 361
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(7 629)	(24 750)	(446)	(25 196)
Sécurité publique	3	()	(18 005)	(11 598)	(29 603)
Transport	4	(54 439)	(529 089)	()	(529 089)
Hygiène du milieu	5	(6 548 633)	(731 289)	(72 299)	(803 588)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(46 495)	(511 086)	()	(511 086)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(6 657 196)	(1 814 219)	(84 343)	(1 898 562)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 982 179	740 054	3 863	743 917
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	137 062	40 314	7 529	47 843
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17		38 373	7 896	46 269
	18	137 062	78 687	15 425	94 112
	19	(3 537 955)	(995 478)	(65 055)	(1 060 533)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 611 385)	1 457 828		1 457 828

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>Administration</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
				<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 607 192	1 639 286	446 082	2 085 368
Débiteurs (note 5)	2	5 921 739	6 622 871	2 114 499	8 737 370
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	500 000	1 750 000		1 750 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 028 931	10 012 157	2 560 581	12 572 738
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 415 000	3 570 000		3 570 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 457 986	1 782 371	157 521	1 939 892
Revenus reportés (note 12)	12	605 729	308 290	79 718	388 008
Dette à long terme (note 13)	13	17 634 058	19 109 037	2 998 412	22 107 449
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			60 704	60 704
	15	26 112 773	24 769 698	3 296 355	28 066 053
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(17 083 842)	(14 757 541)	(735 774)	(15 493 315)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	35 204 120	36 155 598	10 111 278	46 266 876
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	16 449	18 308	31 101	49 409
Autres actifs non financiers (note 17)	20			4 723	4 723
	21	35 220 569	36 173 906	10 147 102	46 321 008
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 587 006	2 149 170	489 980	2 639 150
Excédent de fonctionnement affecté	23	70 000	105 000	52 163	157 163
Réserves financières et fonds réservés	24	648 262	879 823	31 392	911 215
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(165 243)	(149 904)	(39 950)	(189 854)
Financement des investissements en cours	26	(5 789 323)	(4 552 324)		(4 552 324)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	21 786 025	22 984 600	8 877 743	31 862 343
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	18 136 727	21 416 365	9 411 328	30 827 693

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	695 525	641 279	1 238 834	1 293 342
Charges sociales	2	130 490	125 125	293 187	277 571
Biens et services	3	1 836 452	2 062 020	2 326 372	2 019 343
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	390 206	414 068	493 535	493 302
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec	6				
et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	44 724	65 086	96 531	63 728
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	824 896	788 172	221 519	292 600
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13			3 686	50 913
Amortissement des immobilisations	14		862 740	1 216 058	1 064 991
Autres					
-	15				
-	16				
-	17				
	18	3 922 293	4 958 490	5 889 722	5 555 790

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 639 150	2 019 225
Excédent de fonctionnement affecté	2	157 163	111 250
Réserves financières et fonds réservés	3	911 215	671 935
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	189 854 ) (	190 973)
Financement des investissements en cours	5	(4 552 324)	(5 775 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	31 862 343	30 841 057
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	30 827 693	27 677 221
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 149 170	1 587 006
Organismes contrôlés ¹	10	489 980	432 219
	11	2 639 150	2 019 225
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aéroport	12	105 000	70 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	105 000	70 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Projets spéciaux	22	20 625	20 625
- Éventualités	23	31 538	20 625
-	24		
	25	52 163	41 250
	26	157 163	111 250
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidange bassin	27	100 000	90 000
- Infrastructure aéroport	28	26 216	26 216
- Rôle d'évaluation	29	185 000	148 000
-	30		
-	31		
	32	311 216	264 216
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	188 141	213 733
Organismes contrôlés	38	7 708	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	283 215	62 386
Organismes contrôlés	40	14 050	
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Activ. fonct. - admin. munic.	45	97 251	117 787
-Activ. fonct. - org. contrôlés	46	9 634	13 813
	47	599 999	407 719
	48	911 215	671 935

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (11 517)	(12 491)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (16 220)	(3 152)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (27 737)	(9 339)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
-	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (27 737)	(9 339)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
-	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (162 117)	(181 634)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
-	72 ()	()
-	73 ()	()
	74 (162 117)	(181 634)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 (189 854)	(190 973)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 23 650	14 050
Investissements à financer	83 (4 575 974 ) (	5 789 323)
	84 (4 552 324)	(5 775 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 46 266 876	45 584 756
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 46 266 876	45 584 756
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 46 266 876	45 584 756
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (22 107 449 ) (	20 999 699)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (106 887 ) (	131 600)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 7 647 682	6 205 966
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 149 907	165 242
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 12 214	16 392
	98 (14 404 533 ) (	14 743 699)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (14 404 533 ) (	14 743 699)
	101 31 862 343	30 841 057

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédent la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédent la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieurs au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et des préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) **Policiers syndiqués:** 11,39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale

ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,75% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) **Cadres:** 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) **Employés de bureau et préposés aux communications:** 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédant, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (16 929)	(31 301)
Charge de l'exercice	4 (94 150)	(35 343)
Cotisations versées par l'employeur	5 50 375	49 715
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(60 704)</u>	<u>(16 929)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 1 763 058	1 621 422
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>1 856 795</u>)	(<u>1 767 827</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (93 737)	(146 405)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>33 033</u>	<u>129 476</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (60 704)	(16 929)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(60 704)</u>	<u>(16 929)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 1 763 058	1 621 422
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>1 856 795</u>)	(<u>1 767 827</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>93 737</u>)	(<u>146 405</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 92 582	62 205
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>20 411</u>	<u> </u>
	20 112 993	62 205
Cotisations salariales des employés	21 (40 722)	(34 089)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	23 72 271	28 116
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 10 098	2 706
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	25
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	26
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	27
Variation de la provision pour moins-value	28	28
Autres	29	29
-	30	30
-	31	31
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>82 369</u>	<u>30 822</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 102 135	94 578
Rendement espéré des actifs	34 (90 354)	(90 057)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>11 781</u>	<u>4 521</u>
Charge de l'exercice	<u>94 150</u>	<u>35 343</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 98 225	101 888
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (90 354)	(90 057)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 7 871	11 831
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 78 474	(120 186)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 47 685	46 596
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 1 791 323	1 613 733
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 43 715	51 959
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 077	549
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 2

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106	30 337	36 899

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
 110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	22	22

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>2 925</u>	<u>2 201</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	9 857	7 727
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115	<u>9 857</u>	<u>7 727</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dette à long terme	1	19 206 289
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 629 974
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
----------------------------------------	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
------------------------------------------------------------	--	--

Excédent accumulé	7	283 215
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	4 053 328
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
-------------------------------------------------------------------------------	---	--

Autres montants	10	42 556
-----------------	----	--------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	23 650
--------------------------------------------------------	----	--------

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	17 433 514
-------------------------------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 232 346
--------------------------------------------------------------------------------------	----	-----------

Endettement net à long terme	16	18 665 860
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	96 543
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	50 000
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	516 000
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	20	19 328 403
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
----------------------------------------------------------------------------------	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
------------------------------------------------------------------------	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--------------------------------------------------------------------------------------	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	19 328 403
-----------------------------------------------------------------------------------	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
-----------------------------------------------------------------------------------	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 622 581	3 622 581	3 495 898
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 622 581	3 622 581	3 495 898
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			8 203
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	160 914	160 914	163 735
Matières résiduelles	13	207 169	207 169	198 219
Autres				
-Aéroport	14	50 370	50 370	51 578
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	16 077	16 077	14 012
Service de la dette	18	748 347	748 347	605 985
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 182 877	1 182 877	1 041 732
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 182 877	1 182 877	1 041 732
	26	4 805 458	4 805 458	4 537 630

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			7
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			7
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40			7
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51			7

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	27	27	39
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	(3 064)	(3 064)	36 953
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		36 999	45 086
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	133 118	133 118	116 266
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	82 314	82 314	16 886
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	5 912	5 912	5 165
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	218 307	255 306	220 395

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107		55 303	
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 946 000	1 946 000	1 920 271
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 946 000	2 001 303	1 920 271

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	2 164 307	2 256 609	2 140 666

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	85 674	85 674	85 642
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	85 674	85 674	85 642
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156		545 555	467 284
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		545 555	467 284
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	85 674	631 229	552 926

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	38 128	38 128	45 221
	185	38 128	38 128	45 221
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189		32 003	27 494
	190		32 003	27 494
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201		34 583	34 902
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	2 150	2 150	1 359
	210	2 150	36 733	36 261
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	6 400	6 400	6 700
	219	6 400	6 400	6 700
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220			
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222	98 204	98 204	39 239
	223	98 204	98 204	39 239
Réseau d'électricité	224			
	225	144 882	211 468	154 915
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	230 556	842 697	707 841

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	29 021	29 021	22 182
Droits de mutation immobilière	228	330 252	330 252	291 058
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	359 273	359 273	313 240
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	300	81 342	84 008
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	82 363	88 392	83 143
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		360	1 081
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240		9 752	5 741
Autres contributions	241			
Autres	242	595 873	596 312	72 647
	243	595 873	606 424	79 469
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	153 104		153 104	158 496	111 772
Greffe et application de la loi	2	57 105		57 105	64 377	91 375
Gestion financière et administrative	3	475 565	31 629	507 194	583 895	573 695
Évaluation	4	36 466		36 466	36 466	88 799
Gestion du personnel	5	28 502		28 502	39 589	29 399
Autres						
- Autres	6	52 789		52 789	55 142	30 055
-	7					
	8	803 531	31 629	835 160	937 965	925 095
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	646 666	18 668	665 334	730 971	675 779
Sécurité incendie	10	377 433		377 433	377 433	297 781
Sécurité civile	11	9 585		9 585	9 585	7 648
Autres	12	869		869	869	
	13	1 034 553	18 668	1 053 221	1 118 858	981 208
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	461 396	350 703	812 099	812 099	841 015
Enlèvement de la neige	15	166 696		166 696	166 696	208 418
Éclairage des rues	16	29 250		29 250	29 250	30 696
Circulation et stationnement	17	40 743		40 743	40 743	21 101
Transport collectif						
Transport en commun	18	100 068		100 068	100 068	96 377
Transport aérien	19	39 976		39 976	39 976	42 307
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	838 129	350 703	1 188 832	1 188 832	1 239 914

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			573 178	555 664
Réseau de distribution de l'eau potable	24	15 923	377 335	471 958	413 346
Traitement des eaux usées	25	102 496	2 210	104 706	101 655
Réseaux d'égout	26	5 595	5 595	5 595	5 075
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	253 105		253 105	176 170
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	49 795		49 795	41 132
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	34				
Plan de gestion					
Autres	36	10 390		10 390	10 116
Cours d'eau	37	26 267		26 267	18 391
Protection de l'environnement					
Autres	39	19 259		19 259	15 233
	40	482 830	379 545	862 375	1 336 885
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social					
	41				
Sécurité du revenu					
	42				
Autres					
	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage					
	45	116 487	1 305	117 792	132 315
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux					
	46				
Autres biens					
	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces					
	48	12 304		12 304	11 436
Tourisme					
	49				
Autres					
	50				
Autres	51	131 683		131 683	99 938
	52	260 474	1 305	261 779	243 689

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2017			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	41 914		41 914	41 914	46 932
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	114 824	73 967	188 791	188 791	177 536
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	6 743		6 743	6 743	7 012
	60	163 481	73 967	237 448	237 448	231 480
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	33 598	6 923	40 521	40 521	40 489
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	33 598	6 923	40 521	40 521	40 489
	67	197 079	80 890	277 969	277 969	271 969
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	414 068		414 068	489 356	489 256
Autres frais	70				4 179	4 046
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				11 781	4 521
Autres	72	65 086		65 086	84 750	59 207
	73	479 154		479 154	590 066	557 030
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	862 740	(862 740)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Brossard
Le 7 mai 2018

[Original signé par]

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n°A105474

DATE 2017-05-07

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	4 805 458
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	826 344
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	16 077
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	3 963 037

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	581 522 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	589 333 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	585 427 600

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 6 7 6 9 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	4 321	4 321	12 600
Usines de traitement de l'eau potable	2		69 166	8 550
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	390 777	390 777	2 891 614
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	861 200	861 200	3 683 103
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	511 086	511 086	43 174
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	11 163	11 163	4 336
Améliorations locatives	15			386
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		1 253	7 933
Ameublement et équipement de bureau	18	24 750	31 345	7 030
Machinerie, outillage et équipement divers	19	10 131	17 460	41 674
Terrains	20	791	791	12 561
Autres	21			
	22	1 814 219	1 898 562	6 712 961

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	4 321	4 321	12 600
Usines de traitement de l'eau potable	24		69 166	8 550
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	390 777	390 777	2 891 614
Autres infrastructures	27	1 372 286	1 372 286	3 726 277
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	46 835	62 012	73 920
	34	1 814 219	1 898 562	6 712 961

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	1 814 219	6 657 196
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	1 814 219	6 657 196

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	62 386	234 879		297 265
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 218 000	517 357	422 555	8 312 802
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 644 947	(10 187)	678 173	5 956 587
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	14 925 333	742 049	1 100 728	14 566 654
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 660 982	2 187 395	724 446	7 123 931
Organismes municipaux	10	503 595		22 400	481 195
Autres tiers	11				
	12	6 164 577	2 187 395	746 846	7 605 126
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	41 389	42 556	41 389	42 556
	14	6 205 966	2 229 951	788 235	7 647 682
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	6 205 966	2 229 951	788 235	7 647 682
	19	21 131 299	2 972 000	1 888 963	22 214 336
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	21 131 299	2 972 000	1 888 963	22 214 336

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	56 082	56 082	55 788
Sécurité publique				
Police	4	582 219	15 566	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	19 498	19 498	96 377
Autres	10	103 148	103 148	99 938
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	15 921	15 921	29 561
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	11 304	11 304	10 936
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	788 172	221 519	292 600

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	32,50	1 690,00	263 107	66 553	329 660
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,00	32,50	1 690,00	235 858	41 038	276 896
Cols bleus	4	7,00	37,50	1 950,00	82 931	4 979	87 910
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
Élus	8	21,00		5 330,00	581 896	112 570	694 466
	9	7,00			59 383	12 555	71 938
	10	28,00			641 279	125 125	766 404

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	133 118	1 946 000			2 079 118
Autres	16	85 189				85 189
	17	218 307	1 946 000			2 164 307

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	479 154	461 446
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	479 154	461 446
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	479 154	461 446

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Aubin	16 754	8 374
Normand Teasdale	7 499	3 299
Réal Jean	3 749	1 875
Diane Demers	3 824	1 875
Sylvain Lavallée	3 749	1 875
Simon Chalifoux	4 029	1 977
Stephan Labrie	625	312
Mona S. Morin	3 749	1 875

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	350 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 3 197 400

Taxes spéciales

Service de la dette 2 475 600

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 3 673 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 13 000

Égout 11

Traitement des eaux usées 12 165 900

Matières résiduelles 13 242 200

Autres

- bacs pétriciques 14 51 800

- Aéroport 15 35 900

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 10 000

Service de la dette 18 748 500

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 1 267 300

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 1 267 300

26 4 940 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	100
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	100
	14	100

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	100

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 372 786 375	X 5 0,4080	/100\$ 6 1 521 000				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 118 841 475	X 11 0,9582	/100\$ 12 1 150 700				
Immeubles industriels	13 21 463 050	X 14 1,0868	/100\$ 15 235 500				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 17 126 800	X 20 0,6222	/100\$ 21 108 300				
Immeubles agricoles	22 56 884 400	X 23 0,3097	/100\$ 24 181 900				
Total			25 3 197 400	26 ()	27 ()	28	29 3 197 400
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 587 102 100	X 31 0,0810	/100\$ 32 475 600				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 475 600	55 ()	56 ()	57	58 475 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 4 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| 9 | 6 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 6 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déchets domestiques commerces/industrie	255,0000	7	Par local
Traitement des eaux usées comm./industri	244,0000	7	Par local
Règ. 02.06 Pavage Phase IV-Des Fleurs	239,0700	7	Par unité
Règ. 02.12.03 Piste d'aéroport (90%)	0,8785	2	
Règ. 05.03 C Usine	5,4693	7	Par unité
Règ. 05.03 D Usine	261,2200	2	
Règ. 05.03 E Réseau	208,5757	7	Superficie vs unité
Règ. 05.03 E Usine	276,1997	7	Superficie vs unité
Règ. 05.03 F Usine	0,1180	2	
Règ. 05.03 G Usine	0,1898	2	
Règ. 05.03 H Réseau	18,0803	3	Frontage
Règ. 05.03 H Usine	0,0762	2	
Règ. 05.03 P Usine	173,9000	7	Superficie vs unité
Règ. 06.07	0,3838	2	
Règ. 06.09	0,6789	2	
Règ. 09.03	1,2084	2	
Règ. 10.04 A1	507,8500	7	Superficie vs unité
Règ. 10.04 A2	280,6600	7	Par unité
Règ. 10.04 B	480,8400	7	Par unité
Règ. 12.07 pour 05.03 C	7,8553	7	Par unité
Règ. 12.07 pour 05.03 D	9,8238	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 E Usine	7,6988	7	Superficie vs unité
Règ. 12.07 pour 05.03 E Réseau	9,9328	7	Superficie vs unité
Règ. 12.07 pour 05.03 F	0,0044	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 G	0,0070	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 H Usine	0,0028	2	
Règ. 12.07 pour 05.03 H Réseau	0,5890	3	Frontage
Règ. 12.07 pour 05.03 P	6,4200	7	Unité
Règ. 12.07 pour 06.07	0,0147	2	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règ. 12.07 pour 06.09	0,0214	2	
Règ. 13.04	596,0300	7	Par unité
Déchets domestiques Immeubles mixtes	224,0000	7	par local
Déchets domestiques 6 log. et plus	174,0000	7	par local
Déchets matières organiques	35,0000	7	par local
Déchets domestiques condos	228,0000	7	par local
Traitement des eaux usées Immeubles mixt	157,0000	7	par local
Règ. 15.06	480,0000	7	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	4 940 300
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	818 766
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>4 111 534</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>587 102 100</u>
----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 0 | , | 7 | 0 | 0 | 3 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 150 700	235 500		108 300		181 900
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 150 700	235 500		108 300		181 900

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 996 600			3 673 000
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	748 500			748 500
Autres	13	508 800			508 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	3 253 900			4 930 300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	151 650 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	5 846 300 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	\$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	\$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 5000, rue des Loisirs
(no) (rue)
Saint-Mathieu-de-Beloil J3G 2C9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-7490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-2999
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction@stmathieudebeloeil.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Lyne Rivard

Téléphone (450) 467-7490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 467-2999
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction@stmathieudebeloeil.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4805, boulevard Lapinière, bureau 2100
(no) (rue)
Brossard J4Z 0G2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 445-6226
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-5021
(ind. rég.) (numéro)

Courriel grandmont.bernard@rcgt.com

Responsable du dossier Bernard Grandmont, FCPA auditeur, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Lyne Rivard , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Mathieu-de-Beloeil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Mathieu-de-Beloeil .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Mathieu-de-Beloeil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Mathieu-de-Beloeil détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 3 150 473 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,6769 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-14 11:57:51

Date de transmission au Ministère : 2018/05/14